

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes

113 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates
Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Seite 1 der Botschaft
Proposition du Conseil fédéral
Classer les interventions parlementaires
selon la page 1 du message

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

92.068

Geldwäscherei, Ermittlung, Beschlagnahme und Einziehung von deliktischen Vermögenswerten. Uebereinkommen

Blanchiment, dépistage, saisie et confiscation du produit du crime. Convention

Botschaft und Beschlussentwurf vom 19. August 1992 (BBI VI 9)
Message et projet d'arrêté du 19 août 1992 (FF VI 8)

Beschluss des Ständerates vom 10. Dezember 1992
Décision du Conseil des Etats du 10 décembre 1992

Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Leuenberger Moritz, Berichterstatter: Das organisierte Verbrechen bedeutet Gewalt und Terror, und es bedeutet das Elend der Drogen in unserem Land und unseren Nachbarländern. Eine wesentliche Bekämpfung des organisierten Verbrechens erfolgt, indem man versucht, es an seinem Nervenstrang zu treffen, nämlich an seinen Finanzströmen. Immerhin beträgt der Jahresumsatz der Mafia mehrere hundert Milliarden Franken. Diese Bekämpfung muss international erfolgen, weil das organisierte Verbrechen auch international tätig ist. So wie etwa eine multinationale Gesellschaft in den verschiedenen Ländern Abgabelücken oder Steuerunterschiede entdeckt, um tätig zu sein, entdeckt das organisierte Verbrechen Rechtslücken in den verschiedenen Ländern. Dazu gehört auch die Rechtshilfe. Wenn ein Land bei Strafuntersuchungen eines anderen Landes nicht vollumfänglich Rechtshilfe gewähren kann, wird das durch das organisierte Verbrechen bewusst ausgenutzt. Deswegen ist die Staatengemeinschaft aufgerufen zu koordinieren.

Das Uebereinkommen enthält einen Vorbehalt. Er ist darauf zurückzuführen, dass die Geldwäscherei gewissermassen ein sekundäres Delikt ist. Es gibt immer eine Vortat – die eigentliche kriminelle Tat –, und der Erlös daraus wird dann mit Geldwäscherei wieder in das normale Wirtschaftsleben eingeschleust. Bei uns in der Schweiz ist diese Vortat ein Verbrechen, während sie im Ausland durchaus auch ein Vergehen sein kann. Deswegen ist ein diesbezüglicher Vorbehalt angebracht worden. Das ist aber nicht dermassen schlimm, weil der ersuchende Staat neben der Geldwäscherei auch die Vortat als solche zum Gegenstand der Rechtshilfe machen kann.

Im übrigen ermöglicht das Uebereinkommen das Einziehen von Tatwerkzeugen und das Einziehen der Beute. Wenn die Beute in der Schweiz gehortet ist – auf einem Konto z. B. –, kann sie vom geschädigten Staat eingezogen werden.

Geregelt ist auch die internationale Zusammenarbeit, wobei wir uns alle bewusst sind – wenn wir Sie bitten, einzutreten und dem Uebereinkommen zuzustimmen –, dass dieses Uebereinkommen eine Selbstverständlichkeit ist und für die Bekämpfung des organisierten Verbrechens nicht genügt. Wir warten daher auf die Vorschläge des Bundesrates, die die Einziehung von Vermögenswerten mit umgekehrter Beweislast zum Gegenstand haben; wenn ein Verdacht vorhanden ist, müssen die Betroffenen beweisen, dass die Vermögenswerte legaler Herkunft sind. Wir warten auch auf das Melderecht von Bankiers, wenn ihnen die Herkunft von fremden Geldern verdächtig erscheint.

Wir bitten Sie, auf das Uebereinkommen einzutreten und ihm zuzustimmen.

M. Borradori, rapporteur: «Le crime organisé est en guerre avec la société, et on ne sait pas qui gagnera cette guerre.» Ces mots – prononcés par M. Plattner, le 10 décembre 1992, au cours du débat au Conseil des Etats sur la ratification de la convention du Conseil de l'Europe – résumant clairement la situation à laquelle on est confrontés. Le crime organisé s'est développé au cours de ces dernières années d'une façon inquiétante. Son champ d'activités le plus important, le trafic illicite des stupéfiants, représente aujourd'hui un chiffre d'affaires mondial annuel de plusieurs centaines de milliards de francs. Comme il s'agit de sommes d'argent considérables, gagnées sans gros investissements et avec des dépenses relativement limitées, les organisations criminelles peuvent s'infiltrer dans les sociétés cotées en bourse et avoir accès à l'économie officielle en acquérant une position dominante qui leur permet d'exercer une influence directe sur l'économie et la politique. Tout cela risque de conduire à l'édification d'une économie parallèle susceptible de menacer les systèmes démocratiques dans leur existence. C'est pourquoi une lutte efficace contre ce fléau doit être menée en priorité, tant sur le plan national que sur le plan international. Le moyen le plus efficace pour combattre la criminalité organisée consiste à attaquer sa base financière en punissant le blanchissage d'argent et en séquestrant et confisquant les produits d'origine délictueuse, car la nécessité que les organisations criminelles ont d'employer l'argent gagné de façon criminelle en l'introduisant dans des circuits financiers légaux représente, d'une part, l'élément central de leurs actions et, d'autre part, leur véritable talon d'Achille. Dans ce sens, en adoptant des dispositions pénales contre le blanchissage d'argent, notre pays a franchi un pas important. Des dispositions plus efficaces encore en matière de confiscation seront en outre proposées dans le cadre du deuxième train de mesures législatives destinées à combattre le crime organisé.

La criminalité organisée est un phénomène international. Elle ignore les frontières, et, dans le domaine des transactions financières, elle opère sur le plan international afin de tirer profit des particularités juridiques des différents Etats. Il en découle la nécessité d'une coopération internationale effective qui s'étend également au domaine du blanchissage d'argent et de la confiscation. L'arsenal législatif international actuel présente toutefois des lacunes sensibles et est d'une efficacité insuffisante. C'est sur ces considérations que repose la convention du Conseil de l'Europe.

La convention que l'on nous propose de ratifier a été approuvée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe les 8 et 9 novembre 1990. La signature par la Suisse est intervenue conformément à la décision du Conseil fédéral du 14 août 1991. Le Conseil fédéral nous propose maintenant de ratifier cette convention, même si nous sommes pratiquement les premiers à le faire, d'une part, parce qu'elle représente un pas important dans le cadre des efforts internationaux en matière de lutte contre le crime organisé et, d'autre part, parce qu'il est très important de donner un signe de notre volonté et de notre détermination à combattre ce fléau. La ratification serait en outre la suite logique de la participation active de notre pays à

l'élaboration de la convention. En outre, il faut dire que la convention ne nous engage pas dans des modifications de lois internes, car notre droit actuel répond déjà aux exigences de celle-ci, bien que des dispositions conçues de façon plus efficace dans le projet de deuxième train de mesures relatives à la lutte contre le crime organisé – projet qui ne subit aucun préjudice par la ratification – s'approcheraient davantage encore des buts de la convention.

Afin d'être en mesure de combattre plus efficacement le crime organisé et de faciliter l'entraide judiciaire, les législations nationales sur le blanchissage d'argent et la confiscation, encore fortement divergentes actuellement, doivent être harmonisées. La convention formule précisément, aux articles 2 à 6 du deuxième chapitre, des normes nationales minimales. L'article 6 constitue une disposition essentielle de la convention, qui oblige les Etats parties à conférer le caractère d'infraction pénale aux actes de blanchissage d'argent commis intentionnellement. Ici, la Suisse a dû faire une réserve, car, selon l'article 305bis du Code pénal suisse, le blanchissage n'est punissable que lorsque l'argent a été obtenu par un crime et non par un délit ou une infraction quelconque. Par contre, la convention ne limite pas le champ des infractions principales, c'est-à-dire des différents délits préalables au blanchissage d'argent. La réserve est possible selon l'article 6 chiffre 4 de la convention. La Suisse doit donc, conformément à sa conception du blanchissage d'argent, formuler une réserve aux termes de laquelle l'article 6 chiffre 1 de la convention n'est applicable que lorsque les infractions principales sont qualifiées de crimes par le droit pénal suisse.

Les articles 7 à 35 de la convention constituent le troisième chapitre et règlent la coopération internationale. L'article 7 en fixe les principes généraux. Alors que le chiffre 1 pose le principe de la plus large collaboration possible, le chiffre 2 esquisse les niveaux de la coopération, c'est-à-dire la confiscation, l'entraide aux fins de dépistage et de séquestre provisoire d'éléments de preuve et de valeurs patrimoniales illégalement acquises.

Au vu des objectifs à atteindre et du danger que constitue la criminalité pour la société, la commission vous propose à l'unanimité de ratifier la convention avec les réserves formulées par le Conseil fédéral, c'est-à-dire: à l'article 6 chiffre 1, la convention ne s'applique que si l'infraction principale est un crime; à l'article 21 chiffre 2, la notification d'actes judiciaires doit intervenir par l'intermédiaire des autorités suisses compétentes, soit l'Office fédéral de la police; à l'article 25 chiffre 3, les demandes d'entraide et leurs annexes doivent être présentées dans l'une des trois langues nationales ou avec traduction certifiée conforme; enfin, à l'article 32 chiffre 2, le principe de la spécialité, principe qui vaut généralement pour toute l'entraide judiciaire, est encore une fois souligné.

Par conséquent, au nom de la commission qui l'a fait à l'unanimité, je vous demande d'accepter le message et de ratifier la convention.

Bundesrat Koller: Das organisierte Verbrechen hat in den letzten Jahren besorgniserregende Dimensionen angenommen. Allein im internationalen Drogenhandel werden heute Jahresumsätze erzielt, deren Grössenordnung auf mehrere hundert Milliarden Franken geschätzt wird. Von der damit verbundenen Kapitalakkumulation geht das spezifische Bedrohungspotential des organisierten Verbrechens aus, welches über die Verletzung von geschützten Rechtsgütern weit hinausreicht. Namentlich die Reinvestition von verbrecherischem Kapital in den Finanzkreislauf birgt die Gefahr einer Unterwanderung der legalen Wirtschaft und letztlich auch staatlicher Institutionen.

Die Notwendigkeit, angehäuften Kapital in den Wirtschaftskreislauf zu integrieren, bildet aber auf der anderen Seite gleichzeitig die wesentliche Schwachstelle des organisierten Verbrechens. Hier muss daher auch eine effiziente Gegenstrategie ansetzen.

Die Schweiz hat mit der raschen Einführung der Strafbestimmungen gegen die Geldwäscherei und die mangelnde Sorgfalt bei Finanzgeschäften im Jahre 1990 einen wesentlichen Schritt unternommen, der auch international Beachtung ge-

funden hat. Sowohl seitens des Bundesrates als auch des Parlamentes wurde jedoch schon damals darauf hingewiesen, dass es mit diesen neuen Geldwäschereistrafnormen nicht sein Bewenden haben kann, sondern dass weitere strafrechtliche Mittel für eine effiziente Bekämpfung des organisierten Verbrechens notwendig sind.

Der Bundesrat wird Ihnen daher noch in diesem Jahr ein sogenanntes zweites Massnahmenpaket zur Bekämpfung des organisierten Verbrechens unterbreiten. Dieses zweite Massnahmenpaket wird vor allem neu gefasste Einziehungsbestimmungen, einen neuen Straftatbestand der kriminellen Organisation und das Melderecht des Financiers umfassen.

Eine wirksame landesrechtliche Strafgesetzgebung allein ist jedoch nicht ausreichend, um das organisierte Verbrechen effizient zu bekämpfen. Kriminelle Organisationen operieren gerade im Finanzbereich grenzüberschreitend und nützen Lücken in den jeweiligen innerstaatlichen Gesetzen resolut aus. Deshalb muss vor allem die internationale Rechtshilfe in diesem Bereich verbessert werden. Das ist denn auch das Grundanliegen des vorliegenden Übereinkommens. Es hat sich nämlich gezeigt, dass das bestehende Europäische Übereinkommen über die Rechtshilfe in Strafsachen die Einziehung von Deliktserträgen nur unzureichend ermöglicht. Hier hat die Europäische Justizministerkonferenz im Jahre 1986 angesetzt und die Ausarbeitung dieser neuen Konvention in die Wege geleitet. Nach Drucklegung unserer Botschaft hat Grossbritannien am 28. September 1992 das Übereinkommen als Erststaat ratifiziert.

In der Schweiz sind wir in der glücklichen Lage, dass das geltende Recht ohne weiteres die Ratifikation dieses Europaratsübereinkommens ermöglicht. Ich möchte keine weiteren Details anführen und verweise auf die ausführliche Botschaft.

Ich bin Ihnen dankbar, wenn Sie – wie der Ständerat – dieses Übereinkommen genehmigen. Die Schweiz setzt damit erneut ein Zeichen, dass es ihr mit der Bekämpfung des organisierten Verbrechens wirklich ernst ist.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1–4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1–4

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

121 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

Geldwäscherei, Ermittlung, Beschlagnahme und Einziehung von deliktischen Vermögenswerten. Uebereinkommen

Blanchiment, dépistage, saisie et confiscation du produit du crime. Convention

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.068
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	02.03.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	49-50
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 325

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.